

**Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne**

Donnerstag (Vormittag), 26. November 2020 / Jeudi matin, 26 novembre 2020

Staatskanzlei / Chancellerie d'Etat

**37 2020.RRGR.68 Motion 047-2020 SP-JUSO-PSA (Dunning, Biel/Bienne)
Gemeindeautonomie auch bei den politischen Rechten**

**37 2020.RRGR.68 Motion 047-2020 PS-JS-PSA (Dunning, Biel/Bienne)
L'autonomie communale pour les droits politiques !**

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Nous passons à présent à l'affaire numéro 37. Il s'agit d'une motion du groupe SP-JUSO-PSA, intitulée « L'autonomie communale pour les droits politiques ! ». Le débat est libre, le Gouvernement propose le rejet. Je laisse la parole à la porte-parole du groupe, Mme la députée Dunning.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS). Que demande cette motion ? Elle demande que les communes puissent librement étendre le droit de vote et d'éligibilité en matière communale à d'autres catégories d'habitants que les Suissesses et Suisses de 18 ans et plus. Le canton peut cependant soumettre certaines conditions. Vous allez me dire que ce sujet n'est pas nouveau. Non, il n'est pas nouveau. A plusieurs reprises, nous avons pu nous exprimer sur les droits politiques pour les personnes étrangères. Les avis évoluent cependant ; nous pouvons le remarquer dans l'historique des interventions parlementaires à ce propos, mais on peut aussi le constater dans les autres cantons, comme par exemple à Zurich, où cette question a été traitée encore cette année.

Mais revenons à notre canton et à la raison qui m'a amenée à déposer cette motion : le 20 février 2020, le Conseil de la ville de Bienne a montré sa volonté pour que les droits politiques puissent être instaurés au niveau communal. D'autres communes seraient certainement aussi prêtes à proposer ces droits au niveau communal. Ce que je demande donc, c'est l'autonomie communale. Dans le canton de Berne, les communes possèdent déjà beaucoup de responsabilités et sont indépendantes sur de nombreux sujets, comme par exemple la culture, l'école, l'aménagement urbain, etc. Alors pourquoi ne pourraient-elles pas aussi être autonomes au niveau des droits politiques ? En 2017, le Conseil-exécutif, dans sa réponse à la motion (*M 093-2017*) « Ordre démocratique : des urnes pour tous ! », se disait favorable à l'introduction du suffrage étranger facultatif au niveau communal. Je cite : « Les communes qui souhaitent prendre des dispositions pour permettre aux personnes étrangères de participer aux prises de décisions politiques doivent être habilitées à le faire. Une durée de séjour minimum appropriée doit être [pro]posée comme condition à l'obtention de ce droit de vote. » Il citait également plusieurs arguments en faveur du droit de vote des personnes étrangères. Une des argumentations concernaient notamment la légitimité de la démocratie. Nous savons toutes et tous ici que le contexte démocratique est très différent d'une commune à l'autre dans le canton de Berne. Dans certaines communes, le taux de personnes étrangères correspond à *un tiers* de la population au total. Pour Bienne, cela va même jusqu'à *34 pour cent* pour 2019. Quelle est la légitimité de la démocratie quand 30 pour cent de la population sont systématiquement exclus des prises de décision ? Et les décisions prises, correspondent-elles vraiment au besoin de l'ensemble de la population ? Toute personne concernée par une décision collective devrait avoir son mot à dire dans le processus décisionnel. Même pour les petites communes, une telle possibilité pourrait aussi être intéressante. En effet, il est parfois difficile de trouver suffisamment de personnes qui s'engagent dans les différentes fonctions, et l'accès aux droits politiques permet à de nouvelles personnes de s'engager activement dans la politique communale.

Bien sûr, me répondez-vous, les personnes étrangères n'ont qu'à se naturaliser. L'accès à la naturalisation en Suisse, et dans le canton de Berne, n'est pas si simple et c'est aussi dû à la volonté de notre parlement : en comparaison nationale, le canton de Berne fait partie des cantons les plus restrictifs, notamment en termes financiers. Donc, pour celles et ceux qui considèrent que les droits politiques doivent être liés à la naturalisation, soyez aussi cohérents en permettant un accès plus équitable à la naturalisation en permettant aussi une procédure plus rapide et moins coûteuse.

Enfin, j'aimerais ici vous faire part de quelques déclarations de personnes n'ayant pas le droit de

vote et qui le souhaiteraient : « Stimmrecht bedeutet für mich, dazuzugehören. Ich bin Teil der Gesellschaft, und die Entscheidungen, die politisch getroffen werden, haben Auswirkungen auf mich. Darum will ich mitbestimmen. » Matab, Journalistin, seit 5 Jahren in der Schweiz. « Donner une voix aux personnes qui le souhaitent, c'est partager des responsabilités qui nous concernent tous. Le vote pour les personnes qui n'ont pas la nationalité suisse nous permettrait de voir la réalité de notre ville dans son intégralité. » Soryana, 25 ans, travailleuse sociale. « Nous sommes nés, avons fondé notre famille à Bienne. Pouvoir voter ce serait l'opportunité de se sentir pleinement citoyens de ce pays que nous chérissons et pouvoir être acteurs des changements de demain. » Nadja, 37 ans, mère de famille. *(Le vice-président demande à l'oratrice de conclure. / Der Vizepräsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.)*

Je sais que nous avons bien différentes conceptions de la citoyenneté. Cependant, nous pouvons remarquer que pour les personnes étrangères, le droit de vote est important, car il s'agit aussi d'une reconnaissance de leur contribution à la société *(Le vice-président demande encore une fois à l'oratrice de conclure. / Der Vizepräsident bittet die Rednerin noch einmal, zum Schluss zu kommen.)* et à une acceptation de ces personnes dans notre communauté. Les personnes interrogées ont un réel sentiment d'appartenance à nos communes. Et c'est pourquoi elles ont envie d'améliorer la qualité de vie de nos communes. Je vous invite donc à accepter cette motion permettant aux communes d'introduire les droits politiques si elles le souhaitent.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Man kann der Katze auch «Büüssi» oder «Müni» sagen. Man kann dem Ausländerstimmrecht auch sagen: Gemeindeautonomie über die politischen Rechte. Die Chronik der abgelehnten Vorstösse im Zusammenhang mit dem Ausländerstimmrecht im Parlament und bei Volksabstimmungen ist sehr lang. Ich verzichte darauf, dies hier auszuführen. Es ist durchaus legitim, immer wieder mit dem gleichen Anliegen zu kommen. Aber ebenso legitim ist es, es immer mit dem gleichen Argument abzulehnen, wie wir das halt hier auch machen. Wir schliessen uns der Haltung des Regierungsrates an, dass mit der Möglichkeit der Einbürgerung ein bewährter Weg zur Verfügung steht, und dass das Stimmrecht nicht Mittel zur Integration sein soll, sondern gerade die Folge einer erfolgreichen Integration. Die EDU-Fraktion lehnt die Motion deshalb ab.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Pour le groupe des Verts, Mme la députée Aman.

Christa Ammann, Bern (AL). Über wen reden wir da und worum geht es bei dieser Motion? Es geht um Personen, die keinen Schweizerpass haben, aber dennoch ihren Lebensmittelpunkt hier im Kanton Bern in irgendeiner Gemeinde haben, die zum grössten Teil hier zur Schule gegangen sind, hier arbeiten, hier Steuern zahlen und auch weitere Pflichten haben, die sie gegenüber Staat und Gesellschaft wahrnehmen. Und wir diskutieren jetzt hier, ob jede Gemeinde selber entscheiden kann, ob damit zusätzlich auch das Recht gegeben werden *können* soll, ob sie kommunal auch politisch mitbestimmen dürfen. Sie haben zum Teil auch eine E-Mail vom Café CosmoPolis, *wiralle-sindbern.ch*, bekommen, die eben auch sagen ..., die machen Diskussionen, auch um politische Fragen, mit Personen, die eben keinen Schweizerpass haben, und die dargelegt haben, dass eben häufig gerade das Mitbestimmenkönnen ein wesentlicher Schritt ist, mitdiskutieren zu können, mitbestimmen zu können, um sich auch integrieren beziehungsweise inkludieren zu können. Und so kann diese Diskussion um das Stimmrecht auch ein wichtiger Schritt sein Richtung Bürger oder Bürgerin in der Schweiz, um hier anzukommen und zu verstehen, was die Themen sind. Eben: Der Lebensmittelpunkt der Menschen ist in den Gemeinden, und die Gemeinden haben in vielen anderen Bereichen auch Autonomie, wo sie selber entscheiden können. Dementsprechend wäre es auch angemessen, dass jede Gemeinde selber schauen kann: Macht das bei uns Sinn, auch aufgrund der demografischen Zusammensetzung? Wollen wir auch, dass diese Personen diejenigen Fragen, die wirklich die Lebenswelt direkt vor Ort betreffen – Schulraumplanung, kommunale Angebote, Gemeindefinanzen, Gemeindeinfrastruktur usw. –, wollen wir, dass diese Personen dort auch abstimmen können, oder wollen wir ihnen dieses Recht weiterhin verwehren? Was auch schon gesagt wurde: Die Frage, wie ist es denn in den kleineren Gemeinden, gibt es noch genügend Leute, die überhaupt politische Ämter übernehmen wollen? Und wäre es nicht allenfalls eine Möglichkeit, wenn man den Kreis der Personen, die sich eben auch politisch interessieren, erweitert und dementsprechend vielleicht auch wieder mehr Personen hat, die sich aktiv einbringen wollen, indem sie ein solches Amt übernehmen? Auch das ist eine Chance, wenn man es den Gemeinden überlässt, zu entscheiden, wie sie damit umgehen wollen.

Es ist auch immer die Frage, wenn wir jetzt diesen Vorstoss annehmen: Gibt es irgendjemanden, der irgendetwas verliert? Oder ist es nicht vielmehr einfach ein Gewinn für alle? Ich würde sagen: Es ist in erster Linie ein Gewinn. Es wird niemandem etwas genommen. Die Gemeinden gewinnen, dass in dieser Frage selber entscheiden können. Jene Personen, die in den Gemeinden sind, die dann entscheiden, dass es ein Ausländer- und Ausländerinnenstimmrecht geben soll, gewinnen eine weitere Möglichkeit, um sich in den gesellschaftlichen und politischen Diskurs einbringen zu können.

In diesem Sinn unterstützen wir diese Motion einstimmig, und ich hoffe, Sie werden uns auch folgen.

Andreas Mühlemann, Grasswil (BDP). Wir bei der BDP haben uns mit dieser Motion hart auseinandergesetzt, aber wir sind zu diesem Schluss gekommen: Die Rechtsgrundlage, in jeder Gemeinde das Stimm- und Wahlrecht für Ausländerinnen und Ausländer und auch noch für Jugendliche einzuführen, können wir nicht begrüssen. Das hätte ja eine Volksabstimmung zur Folge. Dann würden auch verschiedene Änderungen gefordert werden. 2017 wurde zum letzten Mal eine Abstimmung für eine Motion gemacht, mehrere andere Angelegenheiten wurden auch schon abgelehnt. Zum Stimmrechtsalter 16 läuft ja bereits ein Rechtssetzungsprojekt, das den Regierungsrat beauftragt, die nötigen Verfassungs- und Gesetzesgrundlagen zu schaffen. Wie der Regierungsrat geschrieben hat, sind auch wir der Meinung, dass der Weg über die Einbürgerung führen muss, damit man nachher am politischen Mitwirken in der Gemeinde teilnehmen kann. Die BDP-Fraktion ist grossmehrheitlich gegen diese Motion.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die EVP-Fraktion ist in dieser Frage uneinig. Weil meine «Gspändli» sich nicht auf ein Ja oder ein Nein festlegen konnten, teile ich Ihnen halt meine persönlichen Gedanken dazu mit. Ein Wahlrecht, ein Stimmrecht für Ausländer – ich kann die Äusserung des Vorredners von der BDP ganz gut nachempfinden. Ich dachte in dieser Sache eigentlich am Anfang genau gleich, als ich dieses Dokument in die Hand nahm und es las. Ja, was soll jetzt das? Grundsätzlich können sich diese Leute ja einbürgern lassen. Das ist richtig, und ein Teil unserer Fraktion wird darum auch ein Nein drücken. Hingegen gibt es eben die andere Seite. Ich habe ein wenig geschaut in meinem Umfeld: Wen betrifft jetzt das? Und da kam mir ein Hoteldirektor in den Sinn, der ein marodes Hotel auf Vordermann brachte und einen tiptoppen Job macht, der sich im Tourismusverein organisiert und dort im Vorstand mithilft, aber an der Gemeindeversammlung nicht teilnehmen kann. Aus seinen Gründen – ich verstehe sie nicht – hat er kein Interesse, Schweizer zu werden. Trotzdem ist er für diese Gemeinde eine wichtige Stütze. Und ich denke, es macht Sinn, wenn man solchen Leuten eben eine Möglichkeit gibt, dass sie an einer Gemeindeversammlung teilnehmen können. Und darum denke ich, dass es auch für andere Leute ... Ich habe einen Freund, der eine Holländerin geheiratet hat, und ich habe gesehen, wie lange es ging und mühsam es war, bis auch diese Frau Schweizerin war und an den Wahlen und Abstimmungen teilnehmen konnte.

Was wir ja heute entscheiden, ist nicht eine kantonale Frage, sondern wir tun einfach ein Fenster auf, damit die Gemeinden, die das interessiert, in Zukunft nachher davon Gebrauch machen können. Ich denke, dass die Städte – Bern, Biel –, aber eben auch Oberländer Orte wie Saanen, Grindelwald, wo eben auch Ausländer recht Verantwortung übernehmen, daran Interesse haben können. Das sind die Gründe, warum ich mich zu einem Ja durchgemausert habe und heute entsprechend auf die Taste 1 drücken werde.

Jean-Luc Niederhauser, Court (PLR). Le système politique est l'une des particularités qui caractérisent un pays, une région ou encore une commune. Il reflète la mentalité de sa population et son mode de fonctionnement.

Un citoyen américain qui habite à l'extrême nord de l'Alaska vote le même président que son compatriote qui habite à l'extrême sud de la Floride. Ces deux citoyens auraient sans doute un peu de peine à imaginer qu'en Suisse, Bâle-Ville est en droit de gérer la crise du coronavirus différemment que Bâle-Campagne. Ces différences significatives se retrouvent à tous les échelons politiques, y compris au niveau communal. La compréhension des particularités locales, par les populations étrangères, nécessite une bonne intégration. En accédant à la procédure de naturalisation, le demandeur confirme son intégration et son intérêt marqué pour la vie de sa commune, son canton et son pays d'accueil. Le groupe PLR va donc rejeter cette motion.

Marc Tobler, Moutier (UDC). La motion avec le titre « Autonomie communale pour les droits politiques ! » sonne bien. Mais voilà – le but derrière cette motion est tout autre. Elle veut uniquement donner le droit de vote aux personnes étrangères. Au cours des dernières années, un grand nombre de tentatives politiques ont été menées dans plusieurs cantons pour permettre aux personnes étrangères de jouir des droits politiques. Mais avec beaucoup de refus. Les personnes étrangères ayant envie de s'investir peuvent se faire naturaliser, comme aussi beaucoup le font, même dans notre commune aussi. Le groupe UDC vous propose à l'unanimité le rejet de cette motion.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Pour le groupe PS-JS-PSA, Mme la députée Bauer.

Tanja Bauer, Wabern (SP). «Ich möchte am öffentlichen Leben teilnehmen und mich einbringen», «Das Stimmrecht bedeutet für mich, dazugehören», «Ich bin ein Teil der Gesellschaft, und die Entscheide, die getroffen werden, betreffen mich»: Das sind Statements von Leuten, die heute noch nicht eingebürgert sind, aber gern mitbestimmen möchten. Es sind also Leute, die sich aktiv für unsere Gesellschaft einbringen und teilnehmen möchten. Ich habe ein paar Mal von meinen Vorrednerinnen und Vorrednern gehört, man solle sich zuerst einbürgern lassen. Ich denke, viele von Ihnen haben jemanden in der Familie, vielleicht ihre Eltern oder eine Partnerin oder einen Partner oder Freundinnen und Freunde, die sich haben einbürgern lassen. Und alle diese Leute wissen, wie lange das geht. Wir haben in der Schweiz hohe Hürden, und das ist politisch so gewollt. Man kann nicht einfach so Schweizerin oder Schweizer werden. In dieser Zeit, in der man warten muss – es gibt Fristen, es sind auch grosse finanzielle Ausgaben –, in dieser Zeit, in der man warten muss, kann man nicht mitbestimmen. Das führt dazu, dass in einzelnen Gemeinden unseres Kantons bis zu einem Drittel der Bevölkerung nicht an Belangen teilnehmen kann, die sie selber betreffen. Das sind Sachen wie Schulraumplanung, das sind Sachen, bei denen es wirklich direkt darum geht, dass sie mitentscheiden können. Sie zahlen aber sehr wohl Steuern, und es sind sehr oft Fachkräfte aus benachbarten Ländern wie Deutschland, Österreich, Frankreich, die das betrifft.

Das ist die eine Seite, dass die Leute nicht mitbestimmen können. Für Gemeinden wird es zum Teil aber auch schwierig, Leute zu finden, die sich in unserem Milizsystem engagieren wollen, denn das sind auch Leute, die sich nicht aufstellen lassen können für Wahlen, oder die sich nicht aktiv in der Gemeindeverwaltung einbringen können.

Mich dünkt es sehr, sehr wichtig zu sagen, dass es fakultativ ist: Es geht darum, dass die Gemeinden, die das möchten, die politische Diskussion auf Gemeindeebene führen können, ob es bei ihnen Sinn mache, eine solche Mitbestimmung auf Gemeindeebene einzuführen. Es geht also darum, dass wir, wie mein Vorredner Markus Wenger vorhin so schön gesagt hat, diesen Gemeinden ein Fenster öffnen. Die Gemeindeautonomie ist in unserem Kanton ein hohes Gut. Und das ist nicht einfach eine Sonntagsrede, sondern es hat einen Sinn: Die Gemeinden sollen nämlich über jene Belange, die auf ihrer Ebene entschieden werden können, auch direkt selber entscheiden, und man soll es nicht nach oben delegieren. Und selbstverständlich ist auch die Frage, wer dann dort mitentscheiden kann, zentral. In Biel hat das Stadtparlament – und in Biel ist heute ein Drittel der Leute nicht stimmberechtigt –, einen solchen Vorstoss überwiesen, dass sich der Gemeinderat dafür einsetzen soll, dass bei ihnen die politische Diskussion stattfinden soll. Es gibt also Gemeinden, die ein Interesse daran haben. Ich bitte Sie, das Fenster weit zu öffnen und heute zu dieser Motion Ja zu sagen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Das Volk – wir beziehen uns hier in diesem Saal als Volksvertreterinnen und Volksvertreter immer wieder auf das Volk. Wer ist denn dieses Volk? Das ist der Pferdezüchter im Jura, das ist der Gemüsebauer im Seeland, das ist die Porzellanmalerin in Langenthal, der Drogenabhängige vor der Reitschule, die Verwaltungsangestellte in der Berner Agglo, der Förster im Schwarzenburgerland, der Immobilienhändler in Gstaad, der Skilehrer im Haslital und ja, sogar das der Kleinbauer auf der Stärenegg, das auf der Bank vor seinem Hof sein Hanfpfeifchen raucht. Sie haben es vielleicht gemerkt: Das war das Volk. Aber das ist eben nicht identisch mit dem Stimmvolk. – Nein, jetzt habe ich es gerade verdreht: Das war das Stimmvolk. Es ist nicht identisch mit dem Volk. Zum Volk gehören eben zum Beispiel auch die portugiesische Hotelangestellte im Oberland. Oder der englische Multimillionär in Gstaad oder auch der nordafrikanische Mitarbeiter in der Uhrenindustrie in Biel.

Politik hat für mich damit zu tun, dass man konsequent argumentiert und konsequent handelt. Das

heisst: Man kann die Gemeindeautonomie und «Das Volk hat immer recht» nicht nur dann brauchen, wenn es einem in den Kram passt. Die glp hat da eine absolut grundliberale Haltung. Lassen Sie diejenigen machen, die auch das Recht dazu haben: Wenn das eine Gemeinde will, dann soll das eine Gemeinde auch dürfen. Man muss ihnen diese Möglichkeit geben. Wenn sie es nicht wollen, dann müssen sie's nicht einführen, wenn sie's wollen, dann sollen sie es einführen können. Genau so, wie das so ganz linke und progressive Kantone wie zum Beispiel Appenzell-Ausserrhoden oder Graubünden auch schon gemacht haben. Und wenn das Volk in Biel das gern möchte, dann soll es das können. Ich gehe davon aus, dass die Gefahr nicht wahnsinnig gross ist, dass das Volk in Därstetten dies gerade als Erstes einführen wird. Die glp sagt einstimmig Ja zu diesem liberalen Vorschlag.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Le premier intervenant à titre individuel, M. Hamdaoui.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PDC). Si j'aime mon canton, c'est parce que le canton de Berne est pluriel. Il est formé d'identités multiples. Nous n'avons pas forcément la même mentalité à Tramelan qu'à Bienne, à Meiringen ou à Madiswil. Bref, c'est pour ça que nous sommes Bernois et c'est pour ça qu'au fond nous nous aimons bien. Mais si nous pouvons cultiver pacifiquement nos différences, c'est parce que nos institutions le permettent, elles sont bien faites, elles garantissent un principe sacré : l'autonomie communale.

C'est grâce à l'autonomie communale que nous ne payons pas les mêmes impôts ou que nous pouvons mener des politiques foncières différentes dans le respect de la Constitution. Bref, les institutions nous permettent de respecter nos identités et nos mentalités.

Pourquoi donc ne pas en faire autant pour notre relation avec « l'autre », c'est-à-dire, l'étranger ? Pourquoi ne pas accepter de laisser aux citoyennes et aux citoyens bernois qui le veulent le soin de décider librement si leur voisin de palier étranger, si leur copain de bistrot étranger, si leur collègue de travail étranger, si leur femme ou leur époux étrangers, a le droit ou pas de se prononcer sur des sujets locaux comme la construction d'une halle de gymnastique ou un giratoire. D'autant plus que les communes prêtes à ouvrir cette voie disposeraient de beaucoup d'autonomie. En d'autres termes, les communes qui le souhaiteraient – et seulement celles qui le souhaiteraient – pourraient librement fixer leurs conditions et ainsi tenir compte de l'identité et des mentalités locales. C'est ça, l'autonomie communale. Chers collègues, la citoyenneté communale n'est pas une question de passeport, c'est une affaire de cœur. Avec cette motion, il est simplement question de savoir si nous, citoyennes et citoyens suisses de confession bernoise, nous acceptons l'idée de permettre d'étendre l'autonomie communale, et donc d'enrichir nos institutions.

Permettez-moi ceci pour conclure : ça ne se voit peut-être pas, mais je n'ai pas toujours été Suisse. Quand j'avais entamé ma procédure de naturalisation – elle avait duré huit ans ! –, et à cette époque-là, j'étais correspondant au Palais fédéral. J'aimais pourtant déjà le monde, mon pays, mon canton et, bien sûr, surtout ma ville. A cette époque, la femme qui m'avait élevé avait pour nom de jeune fille Howald. Elle était originaire de Thierachern. A chaque fois qu'elle recevait son matériel de vote, elle me demandait des explications. Et j'étais fier de les lui donner, même si je n'avais pas le droit de voter. Mais je crois qu'au fond, ça ne l'aurait pas gênée que moi, le petit étranger, je puisse aussi voter sur le plan communal en même temps qu'elle. Même si nous n'étions pas toujours d'accord. Elle votait souvent UDC et moi à l'époque, j'aimais bien les POCH ! Donc, bien sûr, oui à cette motion. Et en cas de doute, mes chers amis libéraux, abstenez-vous !

Stefan Bänz Müller, Innerberg (SP). Wir reden hier vom Stimmrecht von Ausländerinnen und Ausländern auf Gemeindeebene. Auf Gemeindeebene, also über ein Thema, das Gemeinden betrifft, das in den Gemeinden diskutiert werden sollte. Bloss: Genau dort kann diese Diskussion nicht stattfinden, weil der Kanton Bern diese Diskussion nicht zulässt. Schade! Schade auch für meine Gemeinde, denn die Gemeinden wären durchaus in der Lage, diese Diskussion sachlich und differenziert zu führen. Zumindest jene Gemeinden, in denen dieses Wahlrecht ein Thema ist. Diese Gemeinden, die diese Diskussion überhaupt führen wollen, die sollen das auch können.

Heute haben wir die Gelegenheit, dieses Problem auszumerzen. Nutzen wir diese Chance und geben wir den Gemeinden die Kompetenz, über ein Thema zu entscheiden, das vor allem die Gemeinden betrifft. Die Gemeinden, die über das Stimmrecht auf Gemeindeebene entscheiden wollen – einen Entscheid, den übrigens dann nur Schweizerinnen und Schweizer treffen werden –, diese Gemeinden sollen das auch tun können. Und jene, die das nicht wollen, werden das auch nie müs-

sen. Darum ist heute der Moment, dieser Motion zuzustimmen, und den Gemeinden diese Kompetenz zu übergeben.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA). A titre d'exemple, au niveau cantonal, le canton du Jura et de Neuchâtel accordent le droit de vote aux étrangers qui sont établis en Suisse depuis plus de 10 ans pour le canton du Jura, 5 ans pour Neuchâtel. Les autres cantons comme Vaud et Fribourg qui accordent aux communes le droit de pouvoir décider si les étrangers peuvent voter au niveau communal ou pas, ont aussi de tels critères. Je serai très brève, Mesdames, Messieurs, mais les personnes qui enrichissent notre canton, nos communes, d'un point de vue d'une part financier, parce que la plupart payent leurs impôts, mais aussi culturellement, socialement, scientifiquement, ont légitimement le droit de voter, c'est simplement une évidence. Merci de soutenir cette motion pour laisser au moins aux communes, qui le décident, la possibilité de le faire.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. La parole est à M. le député Sancar, ensuite je clos la liste des intervenants après Mme la députée Walpoth.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Ich würde mich natürlich auch freuen, wenn wir diese Motion unterstützen würden, aber ich verzichte auf eine Rede. Ich habe so viel zum Thema gesprochen, dass ich jetzt wahrscheinlich vieles der Kolleginnen und Kollegen wiederholen würde. Warum ich hier ans Mikrofon gekommen bin: Ich habe von vielen Kollegen gehört, wie sie betont haben, dass Betroffene sich einbürgern sollten, und wollte auf eine Motion von mir hinweisen, die nächste Woche im Rat behandelt wird. Das wird in der Sicherheitsdirektion sein, Traktandum 82, wo ich Einbürgerungen nach schweizerischem Bürgergesetz möchte. Ich freue mich für die Kolleginnen und Kollegen, die eben darauf hingewiesen haben, und hoffe, dass Sie dann auch diese Motion unterstützen werden.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Haben wir hier in diesem Saal tatsächlich Angst vor mehr Menschen, die am öffentlichen Leben teilnehmen möchten, Verantwortung übernehmen und helfen, es aktiv gestalten zu können? Das ist doch eine urliberales und auch ein bürgerliches Anliegen. Ich bitte Sie, Ja zu stimmen.

Belinda Nazan Walpoth, Bern (SP). In neun Schweizer Kantonen können heute Ausländer mit Niederlassungsbewilligung C ihre Stimme auf Kantons- beziehungsweise Gemeindeebene abgeben. Um ein solches Privileg zu nutzen, muss man bestimmte Voraussetzungen erfüllt haben, was in den neun Kantonen unterschiedlich geregelt ist. In den Kantonen Jura und Neuenburg dürfen Ausländer sogar auf kantonaler Ebene abstimmen. Sie tragen zu einem grossen Teil des Wirtschaftswachstums bei uns bei und geniessen den Schutz der Wirtschaftsfreiheit. Die Gewährung eines fakultativen Stimm- und Wahlrechts auf Gemeindeebene für Ausländer im Kanton Bern würde eine revolutionäre Ära einläuten. Zu Recht schreibt Daniel Thürer im Aufsatz «Der politische Status der Ausländer in der Schweiz», dass die Kantone im Rahmen ihrer Verfassungsautonomie auch Ausländern die politischen Rechte gewähren könnten und müssten und einen Spielraum für die Gemeinden zulassen sollten.

Man kann das Ausländerstimmrecht schrittweise einführen und das Ausländerstimmrecht auch als Experimentierfeld sehen. Nur indem man die politische Demokratie ausdehnt und die politischen Rechte auf neue Kreise empirisch und auch gedanklich testen kann, resultieren daraus die Vor- und Nachteile, Urteile und Vorurteile. Nur so entdeckt der Kanton ihre Kompetenz in dieser Idee. In Europa kann ein europäischer Bürger, der nicht in seinem Land lebt, sondern in einem anderen europäischen Land seinen Wohnsitz nachweist, sogar auf kommunaler Ebene abstimmen. Nichts spricht gegen die Einführung eines solchen Grundsatzes. Eine Ausdehnung der Demokratie schafft mehr Freiheit für Abstimmungen und Wahlen.

Eines geht in solchen Debatten vergessen, und zwar, dass viele vom Volk nicht einmal den Urnengang bestreiten. Vielleicht wäre es wieder einmal eine Motivation und würde auch Bewegung in diese Sache bringen. Ich bitte Sie, hier zuzustimmen, damit man die Verwirklichung gewährt und der Demokratie den Rücken stärkt.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. La porte-parole du groupe souhaite s'exprimer après le chancelier d'Etat, donc, je laisse la parole à M. Auer.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, diese Motion abzulehnen.

Ich glaube, ich kann mich kurzfassen. Die Meinungen hier im Saal sind gemacht. Das ist vielleicht auch ein wenig das Stichwort, warum auch der Regierungsrat, unter anderem, die Ablehnung beantragt: Die Motionärin, Grossrätin Dunning, hat darauf hingewiesen, dass vor drei Jahren ein ähnlicher Vorstoss hängig war. Damals sagte die Regierung noch, man könnte diesen Schritt einmal wagen, man könnte den Gemeinden diese Möglichkeit einräumen, hat dann Annahme in diesem Punkt beantragt, nahm aber zur Kenntnis, dass das Parlament dies mit relativ klarem Mehr abgelehnt hat. Die Regierung hat dies so auch als Richtungsentscheid akzeptiert und sich zu eigen gemacht.

In dieser Frage kommen wir nur weiter, wenn man auch die Mehrheit des Volkes überzeugen kann, dass das richtig ist. Sie sind die Vertreterinnen und Vertreter des Volkes. Sie haben mehrmals klar zum Ausdruck gebracht, dass Sie das kommunale fakultative Ausländerstimmrecht ablehnen. Die Regierung, die ja nicht mehr gleich zusammengesetzt ist wie 2017, teilt Ihre Einschätzung und beantragt Ihnen Ablehnung. Der Weg ist, wie es gesagt wurde, über die Einbürgerung zu machen. Ich bin sicher und die Regierung ist sicher, dass der engagierte Hoteldirektor, den Grossrat Markus Wenger erwähnt hat, in seiner Gemeinde eingebürgert werden würde und dann auch an der Gemeindeversammlung teilnehmen könnte. Da ist der Weg, der Ihnen die Regierung beantragt und darum: Ablehnung dieser Motion.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. La parole est à la porte-parole, justement, de la motion, Mme la députée Dunning.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS). Les avis ne sont pas faits. Les avis évoluent. C'était également le cas avec le suffrage féminin : on a passé sur cette question de nombreuses fois et finalement nous y sommes arrivés.

Je pense que nous avons tous une conception différente de la citoyenneté et du chemin pour y arriver. Ici, la question est de savoir si nous souhaitons laisser nos communes décider elles-mêmes en matière de droits politiques au niveau communal. Les communes sont déjà responsables dans de nombreux domaines. Alors pourquoi pas aussi les droits politiques ? Pour ceux qui pensent que la naturalisation suffit : rendez-vous compte que la procédure est semée d'embûches et est coûteuse. Il arrive même que l'administration égare quelques dossiers. La naturalisation n'est donc pas toujours le bon chemin pour qu'une personne puisse totalement participer à la vie de sa commune. La démographie du canton de Berne varie énormément d'une commune à l'autre. Alors, s'il vous plaît, donnez la possibilité aux communes de choisir elles-mêmes sur les droits politiques, si elles veulent étendre leurs droits politiques aux personnes étrangères. Faisons confiance à nos communes et acceptons cette motion.

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. La motion est maintenue comme telle, je vous invite donc à voter sur l'affaire numéro 37 : les député-e-s qui acceptent la motion votent oui, celles et ceux qui la rejettent votent non.

Abstimmung (2020.RRGR.68)

Vote (2020.RRGR.68)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui 68

Nein / Non 76

Enthalten / Abstentions 2

Hervé Gullotti, Tramelan (PS), vice-président. Vous avez rejeté la motion numéro 37 par 76 non contre 68 oui et 3 abstentions.

Pour l'affaire numéro 38, je laisse la présidence au deuxième vice-président.

Der zweite Vizepräsident, Martin Schlup, übernimmt den Vorsitz. / Le deuxième vice-président Martin Schlup prend la direction des délibérations.